



L'Algérie de la mort de Houari Boumediène à l'élection de M. Liamine Zeroual



1978

27 décembre : Mort du président Houari Boumediène. Il est remplacé par le colonel Chadli Bendjedid.



1988

Octobre : Violentes émeutes, notamment à Alger. La répression fait des centaines de victimes.



1989

23 février : Adoption par référendum d'une nouvelle Constitution qui ouvre la voie au multipartisme.



1990

12 juin : Large victoire du FIS aux élections municipales.



1991

Mai-juin : Tentative de grève illimitée du FIS et agitation dans tout le pays ; arrestation de MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, les deux principaux dirigeants du FIS.

26 décembre : Premier tour des élections législatives. Le FIS obtient 188 sièges, le FLN 15, le Front des forces socialistes (FFS) 25 et les indépendants 3.



1992

11-14 janvier : Le président Bendjedid est contraint à la démission et remplacé par un Haut Comité d'Etat (HCE) dirigé par Mohamed Boudiaf. Le second tour des élections législatives est annulé.

9 février : Instauration de l'état d'urgence.

4 mars : Le HCE dissout le FIS.

29 juin : Le président Boudiaf est assassiné à Annaba. Il est remplacé par M. Ali Kafi à la tête du HCE.

1993

10 juillet : Le général Liamine Zeroual devient ministre de la défense.

15 Juillet : Le tribunal militaire de Blida condamne MM. Madani et Benhadj à douze ans de réclusion.

1994

30 janvier : Le général Liamine Zeroual devient chef de l'Etat.

10 avril : Le dinar est dévalué de 10%.

13 septembre : Libération des principaux dirigeants du FIS (MM. Madani et Benhadj) sont placés en résidence surveillée).

1995

Janvier : Alors que les dirigeants du FIS dénoncent les violences exercées à l'encontre des civils, algériens et étrangers, le ministre de l'intérieur annonce que le FIS, dissous, ne sera pas autorisé à présenter de candidats à l'élection présidentielle.

8-13 janvier : Réunion à Rome des principaux partis de l'opposition algérienne, islamistes compris, présentant une plate-forme de « *propositions minimales de contrat national* » rejetées par le gouvernement algérien.

30 janvier : Attentat devant le commissariat central d'Alger (42 morts, 286 blessés), au lendemain d'une marche gouvernementale de protestation contre la plate-forme de Rome.

20 février : Le GIA revendique l'attaque du poste-frontière tunisien de Tamerza, qui avait fait 6 morts parmi les gardes nationaux le 11.

26 mars : Les quotidiens *El Watan* et *Le Soir* annoncent que l'armée achève la plus importante opération de répression qui aurait fait entre 300 et 800 morts dans les maquis islamistes. Le lendemain, le directeur du quotidien francophone *El Moudjahid* est assassiné.

Mai : Le nombre d'étrangers assassinés en Algérie est porté à 84 (dont 29 Français) à la suite d'un nouvel attentat revendiqué par le GIA.

3 juin : La cour criminelle d'Alger condamne à mort le lieutenant Lembarek Boumaarafi, pour l'assassinat, le 29 juin 1992, du président Boudiaf.

21 juillet : Les créanciers de l'Algérie au sein du Club de Paris rééchelonnent une partie de la dette extérieure, pour un montant de 7,5 millions de dollars, et étalent les remboursements sur quinze ans.

19 septembre : Le général Liamine Zeroual annonce sa candidature à l'élection présidentielle dont le premier tour est prévu pour le 16 novembre.

7 octobre : Revendiquant la vague terroriste qui frappe la France depuis le 11 juillet, le GIA rend publique une missive à l'adresse de M. Jacques Chirac l'invitant à « *se convertir à l'islam* » et à « *reconsidérer ses positions* » sur le dossier algérien. Le 13, le FIS dénonce, lui, comme une provocation la rencontre entre les présidents algérien et français, prévue le 22 octobre à New York en marge des cérémonies du cinquantenaire de l'ONU. Le 22, les autorités algériennes annulent cette rencontre.

11-12 novembre : Vote sans incidents des Algériens résidant en France pour le premier tour de l'élection présidentielle.

16 novembre : Le gouvernement annonce que le taux de participation au premier tour de l'élection atteint 75%. Le général Liamine Zeroual est élu avec 61,34% des suffrages.

20 novembre : Le FIS se déclare prêt à reprendre le dialogue avec le président Zeroual.

27 novembre : Le président Zeroual prête serment, et appelle à la reddition « *des jeunes égarés* » alors que les attentats, dont certains sont attribués au GIA, continuent.

31 décembre : Formation du gouvernement de M. Ahmed Ouyahia.



1996

18 janvier : Eviction du secrétaire général du FLN, M. Abdelhamid Mehri, auquel succède M. Boualem Benhamouda.

On s'arrête, on réfléchit



« Le Monde diplomatique » ambitionne de faire vivre un journalisme affranchi des pouvoirs et des pressions. Une liberté qu'il doit essentiellement à ses acheteurs et abonnés.

Abonnez-vous

Mot clés: État Violence Politique Élections Terrorisme Diplomatie Parti politique Algérie